



Remplacement de deux chutes EU-EV et travaux connexes

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Maître d'ouvrage :

Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme
7, allée du Bicêtre
BP 2606
80 026 AMIENS Cedex 1

Maître d'œuvre :

INGEROP
Activotel 1
5 rue Baudoin IX
BP 10020
59651 VILLENEUVE D'ASQ Cedex

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 : PROCEDURE DE PASSATION	3
ARTICLE 3 : VARIANTE	3
ARTICLE 4 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	3
4.1 Pièces particulières	3
4.2 Pièces générales	3
ARTICLE 5 : PROPOSITION DE PRIX	3
ARTICLE 6 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	4
ARTICLE 7 : RETENUE DE GARANTIE	4
ARTICLE 8 : CAUTION	4
ARTICLE 9 : VARIATION DES PRIX	4
9.1 : Mois d'établissement des prix du marché	4
9.2 : Modalités des variations des prix	4
9.3 : Choix des index de référence	5
ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE	5
ARTICLE 11 : DELAI D'EXECUTION	5
ARTICLE 12 : PENALITES DE RETARD	5
ARTICLE 13 : RECEPTION DES TRAVAUX	5
ARTICLE 14 : DELAI DE GARANTIE	5
ARTICLE 15 : ASSURANCE	5
ARTICLE 16 : RESILIATION DU MARCHÉ	5
ARTICLE 17 : DROIT, LANGUE ET MONNAIE	6
ARTICLE 18 : NOTE TECHNIQUE	6
ARTICLE 19 : VISITE DU SITE	6
ARTICLE 20 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	6

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet le remplacement de deux chutes EU-EV et travaux connexes.

L'opération est située au Centre de Secours Principal Jean CATELAS, 26 rue Jean CATELAS à AMIENS (80).

ARTICLE 2 : PROCEDURE DE PASSATION

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée conformément à l'article 28 du Code des marchés publics.

ARTICLE 3 : VARIANTE

Les variantes sont interdites.

ARTICLE 4 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE

En cas de contradiction entre deux ou plusieurs pièces du marché, les documents d'ordre particulier prévalent sur les documents d'ordre général, chacune de ces pièces prévalant également sur les suivantes dans l'ordre de l'énumération.

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

4.1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement (A.E.)
- La Décomposition de Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- Les pièces graphiques listées ci-dessous :
 - ↳ 01 Localisation de l'opération
 - ↳ 02 Plan masse
 - ↳ 03 Plan de la remise (RDC)
 - ↳ 04 Plan du R+1
 - ↳ 05 Plan du R+2
 - ↳ 06 Plan du R+3
 - ↳ 07 Plan du R+4
 - ↳ 08 Plan de toiture terrasse
- Le calendrier d'exécution
- Le Diagnostic Amiante
- Fiches matériaux
- Note technique et méthodologique

4.2 Pièces générales

- Le Code des Marchés Publics
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicable aux marchés publics de travaux
- Les Documents Techniques Unifiés (D.T.U.)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de travaux

ARTICLE 5 : PROPOSITION DE PRIX

Les soumissionnaires devront préciser obligatoirement dans l'acte d'engagement leur proposition de prix total HT et TTC.

En outre, les soumissionnaires devront obligatoirement transmettre à l'appui de leur offre la décomposition de prix global et forfaitaire jointe au DCE.

Le marché est passé à prix ferme, global et forfaitaire.

ARTICLE 6 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 13 du CCAG Travaux.

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les noms et adresse du créancier,
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- le numéro du marché,
- la nature des prestations,
- le montant hors taxe des prestations réalisées,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total des prestations exécutées,
- la date de facturation.

Les factures devront parvenir à l'adresse suivante :

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME
Groupeement Juridique et Financier - Service Finances
7 allée du Bicêtre – BP 2606
80 026 AMIENS Cedex 1

Les prestations seront payées par mandat administratif selon la réglementation en vigueur et un délai global de paiement de 30 jours.

ARTICLE 7 : RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de 5% du montant des travaux sera appliquée sur chaque acompte conformément aux dispositions de l'article 101 du Code des marchés publics.

ARTICLE 8 : CAUTION

L'entreprise pourra présenter une caution couvrant les 5 % de la retenue de garantie conformément aux dispositions de l'article 102 du Code des marchés publics.

ARTICLE 9 : VARIATION DES PRIX

9.1 : Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

9.2 : Modalités des variations des prix

Les prix seront actualisés par la formule suivante :

$$P = \frac{P_0 \times I(M-3)}{I(M_0)}$$

dans laquelle

P est le prix actualisé

P₀ est le prix au mois zéro

I(M-3) est l'index de référence 3 mois avant la date d'effet de l'ordre de service prescrivant le début d'exécution des travaux

I(M₀) est l'index de référence au mois zéro.

9.3 : Choix des index de référence

L'index de référence I est le suivant :

Index	Libellé
TP 01	Index général tous travaux

ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE

Le titulaire du marché pourra sous-traiter certaines parties de son marché conformément aux dispositions des articles 112 à 117 du Code des Marchés Publics.

ARTICLE 11 : DELAI D'EXECUTION

Les travaux seront réalisés suivant le calendrier d'exécution joint au DCE.

ARTICLE 12 : PENALITES DE RETARD

En cas de retard dans l'exécution des travaux imputable au titulaire dans les délais contractuels, il lui sera appliqué une pénalité journalière de 1/300ème du montant du marché, par dérogation aux dispositions de l'article 20 du CCAG Travaux.

Il sera appliqué une pénalité de 150 € aux entrepreneurs absents lors des rendez-vous

ARTICLE 13 : RECEPTION DES TRAVAUX

La réception des travaux aura lieu suivant les stipulations de l'article 41 du CCAG Travaux.

ARTICLE 14 : DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à 1 an à compter de la date d'effet de la réception des travaux (article 44 du CCAG Travaux) et à 2 ans concernant l'équipement technique.

ARTICLE 15 : ASSURANCE

Les entrepreneurs devront justifier par des assurances garantissant au titre de la responsabilité découlant des articles 1382 et 1384 du Code Civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle en cas d'accidents ou de dommages causés par leur exécution.

La garantie devra être suffisante et sera illimitée pour les dommages corporels.

ARTICLE 16 : RESILIATION DU MARCHE

Seules les stipulations des articles 46 et 48 du CCAG Travaux relatives à la résiliation du marché sont applicables.

ARTICLE 17 : DROIT, LANGUE ET MONNAIE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

L'unité monétaire choisie pour le marché est l'euro.

Tous les documents, inscription du matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si les titulaires sont établis dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, ils factureront leurs prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 18 : NOTE TECHNIQUE

Le soumissionnaire fournira obligatoirement à l'appui de son offre une note technique contenant

- les fiches matériaux
- pour l'enlèvement de l'amiante, un plan de retrait type adapté à l'opération et définissant la méthodologie utilisée (art. 2.2.1.5 du CCTP)
- pour la déconstruction, la méthodologie détaillée (art. 2.3.1.1 et 2.3.1.6 du CCTP)

ARTICLE 19 : VISITE DU SITE

Conformément à l'article 1.2.4.2 du CCTP, une visite du site est obligatoire avant toute remise d'offre.

Les visites seront effectuées après prise de rendez-vous auprès du Service Infrastructures du SDIS de la Somme par téléphone au 03.64.46.16.12.

ARTICLE 20 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article 4 du présent CCAP déroge à l'article 4 du CCAG travaux.

L'article 12 du présent CCAP déroge à l'article 20 du CCAG travaux.

A _____, le

Le soumissionnaire

Amiens, le 07 OCT 2013

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Départemental,



Colonel Marc DEHEDIN